

Agenda 2030 pour un développement durable

Aménagement & territoire
Environnement
Transports
Travaux publics

Pour
un développement
durable



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Conférences internationales “développement durable”

- 1992: Conférence des Nations unies sur l’environnement et le développement (Rio de Janeiro, 3 - 14 juin 1992)
- 2002: Sommet de Johannesburg (26 août - 4 septembre 2002)
- 2012: « Rio+20 » Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio de Janeiro, 20 - 22 juin 2012)



Résultats des conférences dd

1992 3 conventions:

- convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
- convention des Nations unies sur la diversité biologique
- convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification

2002

- Déclaration politique
- Plan de mise en œuvre (lutte contre la pauvreté et protection des ressources naturelles)

2012

« L'avenir que nous voulons »

Rio+20

Résultats de Rio+20:

- **lancement d'un processus devant conduire à l'établissement d'Objectifs du développement durable (ODD) susceptible de remplacer les Objectifs du millénaire pour le développement** (§ 246, L'avenir que nous voulons)
- création d'un « forum de haut niveau » chargé de veiller au suivi du développement durable
- renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et élargissement de son mandat
- définition de l'économie verte
- adoption du Cadre décennal de programmation sur les modes de consommation et de production durables (10YFP)
- début d'un processus sur la responsabilité sociale des entreprises
- démarrage d'un processus pour mesurer la prospérité et le bien-être au-delà du PIB
- reconnaissance du rôle des autorités infra-nationales
- mise en place d'un registre des engagements volontaires



Objectifs du Millénaire

8 objectifs adoptés par les 189 États membres de l'ONU en septembre 2000 lors du Sommet du Millénaire avec comme objectif d'être atteint en 2015:

- éliminer l'extrême pauvreté et la faim,
- assurer l'éducation primaire pour tous,
- promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes,
- réduire la mortalité infantile,
- améliorer la santé maternelle,
- combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies,
- préserver l'environnement,
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Rapport du Groupe de personnalités de haut niveau chargé du programme de développement pour l'après-2015

Pour un nouveau partenariat mondial: Vers l'éradication de la pauvreté et la transformation des économies par le biais du développement durable:

programme **universel** se baser sur 5 grandes réorientations transformatrices :

- ne laisser personne de côté
- placer le développement durable au cœur des débats
- transformer les économies pour créer des emplois et favoriser un mode de croissance inclusif
- construire la paix et créer des institutions efficaces, transparentes et responsables pour tous
- créer un nouveau partenariat mondial.



Objectifs du développement durable (ODD)

- création d'un groupe de travail intergouvernemental ayant pour mandat de formuler les objectifs du développement durable (ODD) avec l'appui technique du système de l'Organisation des Nations-Unies (§248, L'avenir que nous voulons)
- mission de ce groupe de travail : présentation d'objectifs de développement durable pour le deuxième semestre 2014
- cadre = un seul ensemble d'objectifs, équilibré et exhaustif, un seul ordre de jour, **universel** pour toutes les nations, visant à éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et à intégrer le développement durable dans toutes ses dimensions
- Rapport du GTO adopté le 19 juillet 2014

17 objectifs de développement durable

1. Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde
2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable
3. Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge
4. Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie
5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles
6. Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau
7. Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable
8. Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous
9. Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation



17 objectifs de développement durable (suite)

10. Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre
11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables
12. Établir des modes de consommation et de production durables
13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions
14. Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable
15. Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité
16. Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes
17. Renforcer les moyens de mettre en œuvre le partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser



OMD – ODD

- Nombre : 8 objectifs et 21 cibles - 17 objectifs de développement durable avec des 169 cibles
- Universalité : ODDs valables pour tous les Etats membres des NU
- Caractère intégratif
- Processus de préparation
- Portée

Agenda 2030 pour un développement durable

- Adopté lors du Sommet sur le Développement du 25 au 27 septembre 2015
- Agenda des plus ambitieux et transformatifs au niveau global
- Caractère universel des objectifs de développement durable
- Renoue avec vocation universaliste des Nations Unies
- Caractère intégratif de l'agenda, reprenant la logique des OMD d'éradication de la faim et de la pauvreté et prenant en compte l'interconnexion croissante et l'impact environnemental et climatique

Mise en œuvre nationale

- Loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale pour un développement
- Plan national pour un développement durable www.pnodd.lu
- Rapport de mise en œuvre du développement durable http://www.environnement.public.lu/developpement_durable/RNDD
- Commission interdépartementale de développement durable
- Conseil supérieur pour un développement durable

Commission interdépartementale de développement durable (CIDD)

En tant qu'instrument central pour assurer la coordination de la politique nationale de développement durable, l'article 8 de la loi du 25 juin 2004 a institué la Commission interdépartementale de développement durable et défini ses missions comme suit :

- élaborer l'avant-projet de plan national pour un développement durable ;
- favoriser et promouvoir la mise en œuvre du plan en l'intégrant dans les préoccupations majeurs de leur secteur respectif ;
- suivre la mise en œuvre du plan dans les différents secteurs en assurant l'inventaire et le degré d'achèvement, de réussite ou d'échec des actions, des projets, des mesures et des instruments ou des instruments utilisés, des objectifs visés ;
- rédiger tous les deux ans un rapport de mise en œuvre tel que visé à l'article 17 sur la politique de développement durable et sur la mise en œuvre du plan dans les administrations et organismes publics ;
- saisir le Conseil de Gouvernement des projets, des actions ou mesures susceptibles de promouvoir la réalisation du plan.



Saisi du Conseil de Gouvernement

- Modification du règlement du 14 juillet 2005 concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission interdépartementale du développement durable;
- Prise de position coordonnée au sein de leur département, sur les objectifs et cibles de leur compétence et les politiques en place ou planifiées pour mettre en œuvre les 17 objectifs et 169 cibles de l'Agenda 2030;
- Demande d'avis à l'attention du Conseil supérieur pour un développement durable quant à l'association des acteurs de la société luxembourgeoise à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.



L'Accord de Paris :

Implications pour les pays en développement et cohérence avec l'agenda de développement

Geneviève Hengen, 22 avril 2016



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère des Affaires étrangères
et européennes

Direction de la coopération
au développement et
de l'action humanitaire

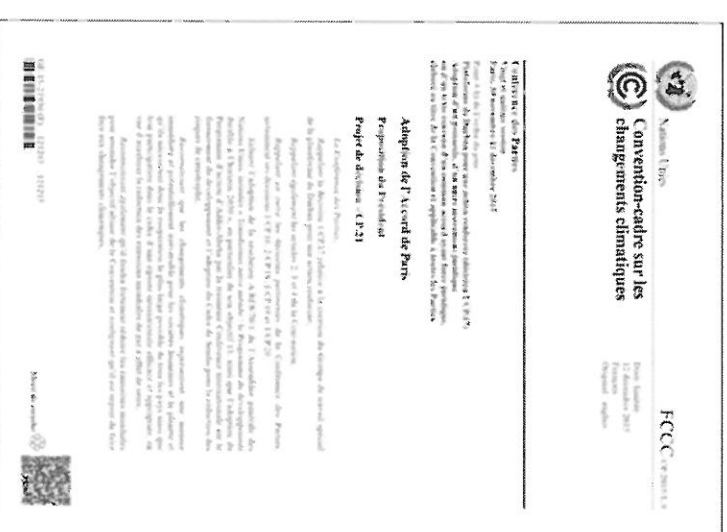
Les négociations climatiques et l'Accord de Paris vus d'une perspective « développement »



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Prémisse: Les pays en développement, en raison de leur vulnérabilité, ont beaucoup à gagner d'une action climatique ambitieuse

- Est-ce que l'Accord de Paris est cohérent avec l'agenda de développement?
- Est-ce que les pays en développement ont partagé nos positions lors des négociations climatiques?
- Est-ce que l'Accord de Paris est bénéfique aux pays en développement?



2015: l'année des négociations



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

2015: négociations parallèles sur

- Le financement pour le développement (=> Addis Abeba Action Agenda)
- L'Agenda 2030 pour le développement durable
- La COP21 et l'Accord de Paris

- ⇒ Défi: Assurer l'intégration du changement climatique dans les deux premiers cadres, sans porter préjudice aux résultats de la COP21
- ⇒ Respecter les champs de compétences respectives et en assurer la cohérence

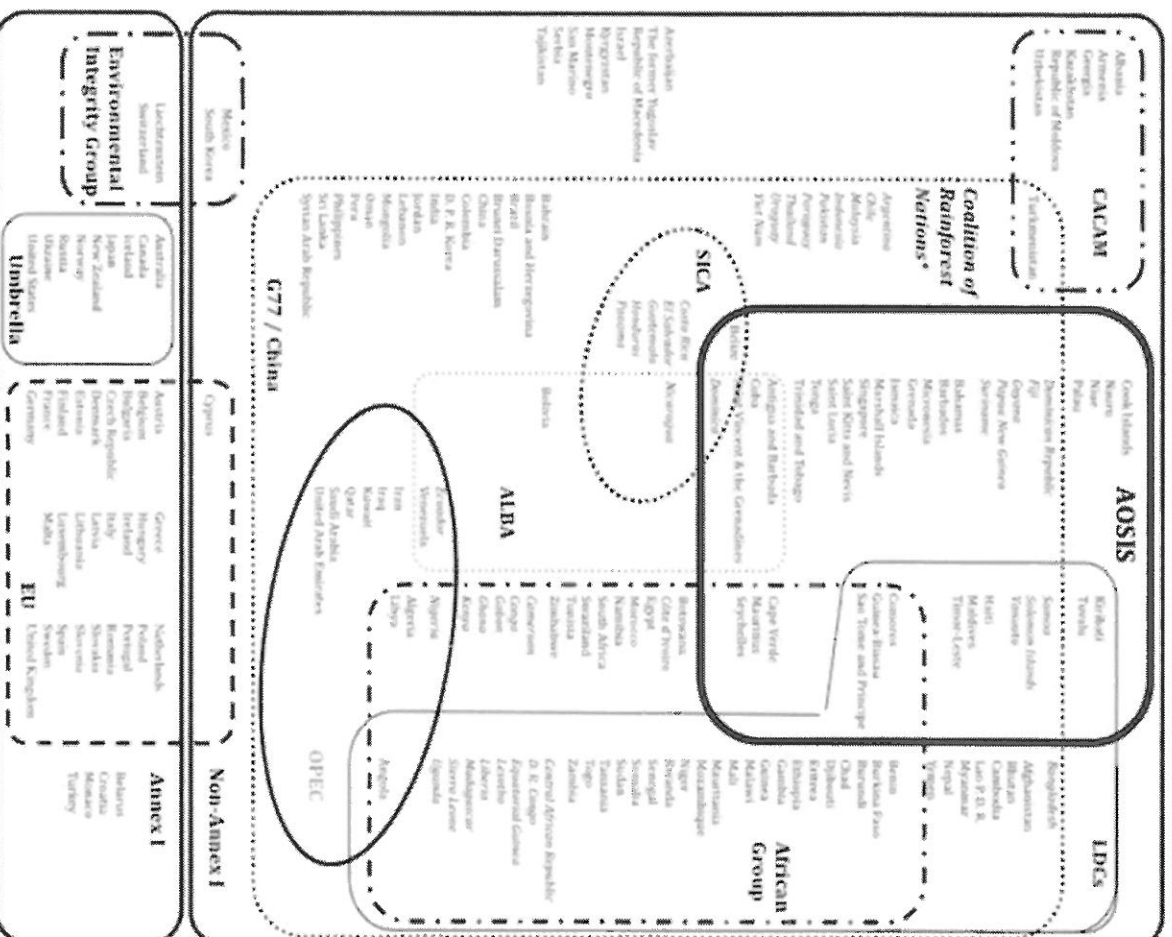


Les groupes de négociations



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Les pays
en
développement



* countries in italics form part of the Coalition of Rainforest Nations.

Source: Adapted from Castro et al. (2011, p. 6).

...
et les pays
développés



Cadre mondial

- 1992 : **Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques**
- **Protocole de Kyoto (1997)**: objectifs de réduction contraignants (+), mais système de différenciation dépassé et minorité de pays engagés pour réduire leurs émissions (-)
- **Echec de la conférence des Parties (COP15) de Copenhague en 2009**
- La conférence des Parties (COP17) de Durban en 2011 adopte la **plateforme de Durban**, dans le cadre de laquelle se sont déroulées les négociations dans les 4 années suivantes

=> Dès le début: système bipolaire - distinguant entre pays en développement et pays développés - qu'il s'agissait de surmonter pour l'Accord de Paris



Principe des responsabilités communes mais différenciées (CBDR) retenu dans la CCNUCC

- Élément central des négociations: **les pays en développement** y tiennent, plaidant qu'ils sont **les plus vulnérables** aux effets du changement climatique alors qu'ils en sont **historiquement peu responsables**.
- Pour l'UE, il ne s'agit pas de se débarrasser de la différenciation en soi (qui reste centrale dans l'Accord de Paris), mais de **surmonter une division du monde selon une logique de 1992**, qui n'est plus valable aujourd'hui.
- Nous ne voulons pas moins de différenciation, mais une **définition contemporaine, prenant en compte les capacités respectives, à la lumière des circonstances nationales différentes**.

Les principaux points de divergence



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- La CBDR, c.à.d. l'applicabilité à tous d'objectifs de réductions d'émissions et d'un cadre de transparence
- Le financement
- Le rôle de l'adaptation
- La perte et les dommages

=> d'autres points de discordance existent (objectif à long terme et mécanisme d'ambition, nature juridiquement contraignante, recours aux mécanismes de marché etc.) mais dépassent la simple catégorisation entre pays développés / en développement pour relever des intérêts plus particuliers de sous-groupes.

Contenu de l'accord de Paris



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

- Décision que le réchauffement climatique doit être **maintenu bien en-deçà des 2°C** et **de poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5°C**
 - La référence aux 1,5°C dans l'accord de Paris donne aussi satisfaction aux groupes les plus vulnérables, à savoir les PMA, le Groupe Afrique ou les PEID, dont ce fut une principale revendication.
- **Cadre de transparence** qui doit créer la confiance nécessaire que tous les pays feront ce qu'ils ont promis de faire
 - Les pays développés s'engagent de soutenir les pays en développement par un renforcement des capacités en matière de transparence, de suivi, de rapportage et de vérification.





Le mécanisme d'ambition est au cœur de l'Accord

- Toutes les Parties devront mettre en avant leurs **contributions prévues déterminées au niveau national (INDC)** et les revoir à la hausse tous les cinq ans (« mécanisme d'ambition »)
- 189 pays l'ont fait à ce jour
- Ce que le rapport de synthèse de la CCNUCC révèle sur les INDC soumis:
 - tous offrent une prospection vers la transition économique recherchée;
 - ils adressent toutes les émissions de GES importantes au niveau national;
 - la plupart ont défini un objectif de réduction d'émissions absolu par rapport à un scénario BAU
 - les Parties ont identifié **des volets conditionnels et inconditionnels** de leurs objectifs (dont la plupart sont liés à un soutien financier, d'autres aux négociations internationales, et quelques uns à d'autres considérations, telles que les progrès technologiques);
 - plus de **80% se focalisent sur l'adaptation**;
 - environ **30% contiennent des références aux pertes et préjudices**.

Contenu de l'accord de Paris



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Éléments de **solidarité** importants pour les pays en voie de développement et surtout pour les plus pauvres et vulnérables

- **Adaptation** (art. 7): un objectif sur l'adaptation, en lien avec l'objectif de température. Un soutien continu et renforcé pour les pays en développement est aussi prévu, tout comme un bilan mondial pour déterminer si les efforts entrepris sont adéquats. Les dispositifs institutionnels seront renforcés.
- **Pertes et préjudices** (art. 8): sujet de négociations difficile, car touchant au point sensible d'éventuelles compensations, intégré dans l'Accord de Paris et donnant ainsi satisfaction aux pays les plus vulnérables.
- **Renforcement des capacités** (art. 11): pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation, avoir accès aux technologies et financements, entreprendre des activités de formation de sensibilisation et de communication.

Contenu de l'accord de Paris



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

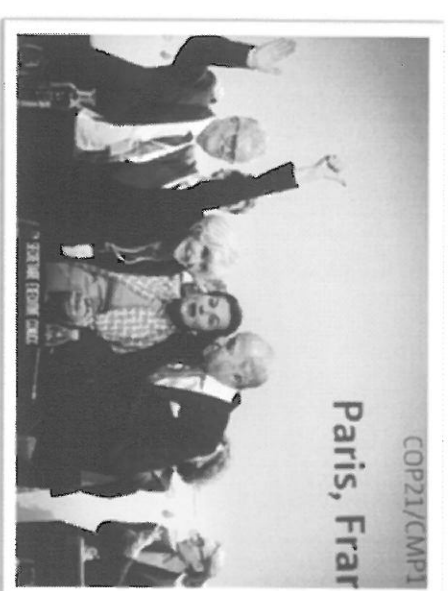
- Les principales **dispositions sur le financement** sont prévues au niveau des décisions et non pas au niveau de l'accord même, ce que jugent certainement regrettables les pays en développement.
- Les pays développés se sont engagés à établir une feuille de route concrète pour atteindre les **100 milliards de dollar/an en 2020**. Un nouvel objectif plus ambitieux devra être établi au plus tard d'ici 2025.
- Le Luxembourg s'est engagé en septembre 2015
 - à mettre à disposition 120 millions de financement climatique international, dont 35 millions en faveur du Fonds Vert pour le Climat.
 - à respecter un équilibre entre mitigation et adaptation dans son financement.
 - à pratiquer le principe de l'additionnalité entre financements climatiques et aide publique au développement.

Paris: un succès pour tous

- Toutes les grandes économies déterminées à s'engager dans la lutte contre le changement climatique
- Opportunités économiques des trajectoires de transition aussi pour les pays en développement
- Mobilisation politique sans précédent à Paris
- Diplomatie française faisant preuve d'engagement et d'impartialité.
- Renforcement des capacités de négociation
- Création de nouvelles alliances comme la « High Ambition Coalition », surmontant les clivages entre pays développés et en développement





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Merci pour votre attention



**Die COP21 und das Paris Agreement
aus der Sicht der internationalen Zivilgesellschaft**

**Sitzung des Comité interministériel pour le développement,
Luxemburg, 22.4.2016**

Dietmar Mirkes, ASTM

Inhaltsübersicht

- 1. Die COP21 und die INDCs**
- 2. Das Paris Agreement**
- 3. Schwachpunkte des Abkommens**
- 4. Die EU – ein ehrgeiziger Vorreiter ?**
- 5. Die globale Klima-Bewegung außerhalb der COP**
- 6. Was tun?**

Inhaltsübersicht

1. Die COP21 und die INDCs

Säulen der fast 200 teilnehmenden Staaten



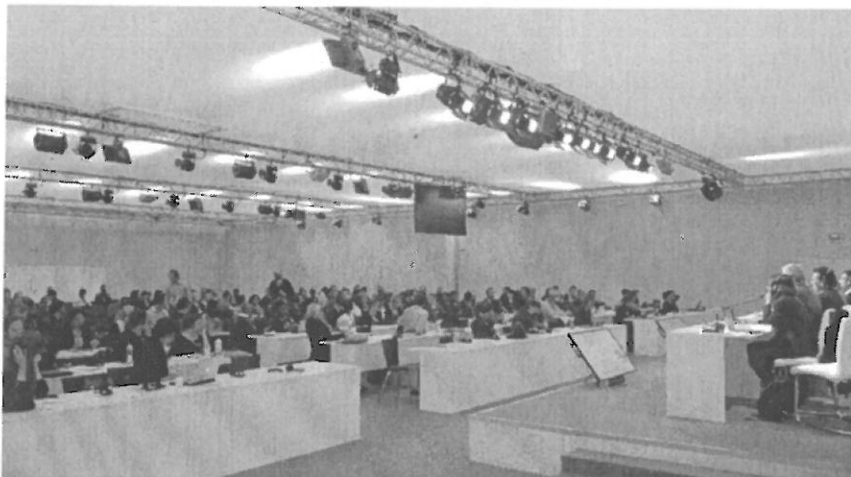
Der Stand der EU mit Luxemburg



Der Stand des Internat. Klima-Bündnis in der Observer-Halle

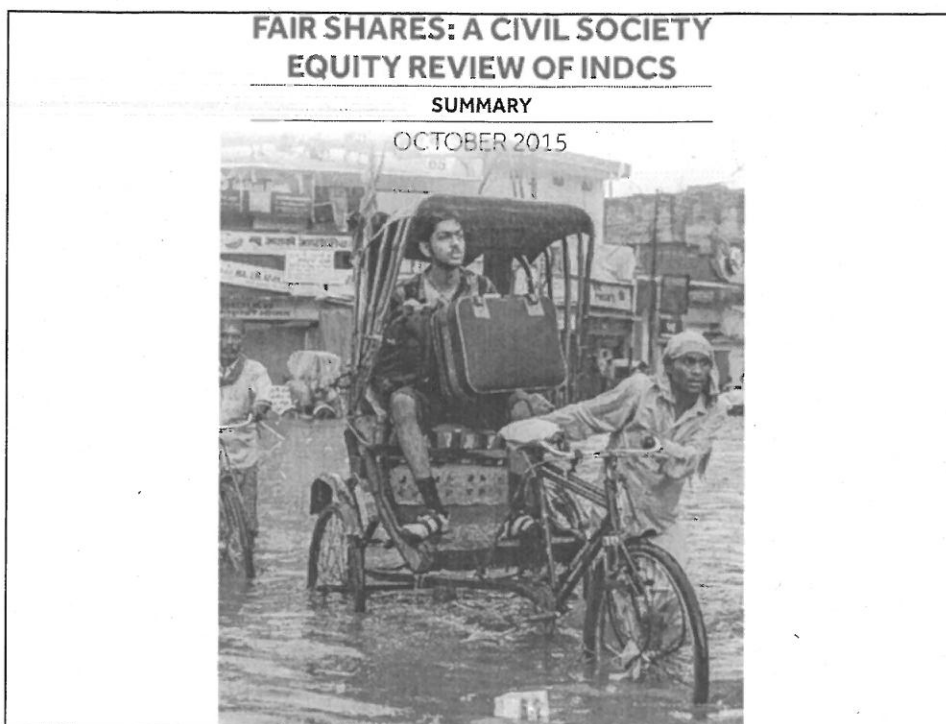


Side-Event: Présentation des Equity Review



Side-Event: Présentation des Equity Review





HEINRICH HULL STIFTUNG
SEI EcoEquity

The Greenhouse Development Rights Framework
The right to development in a climate constrained world
Revised second edition

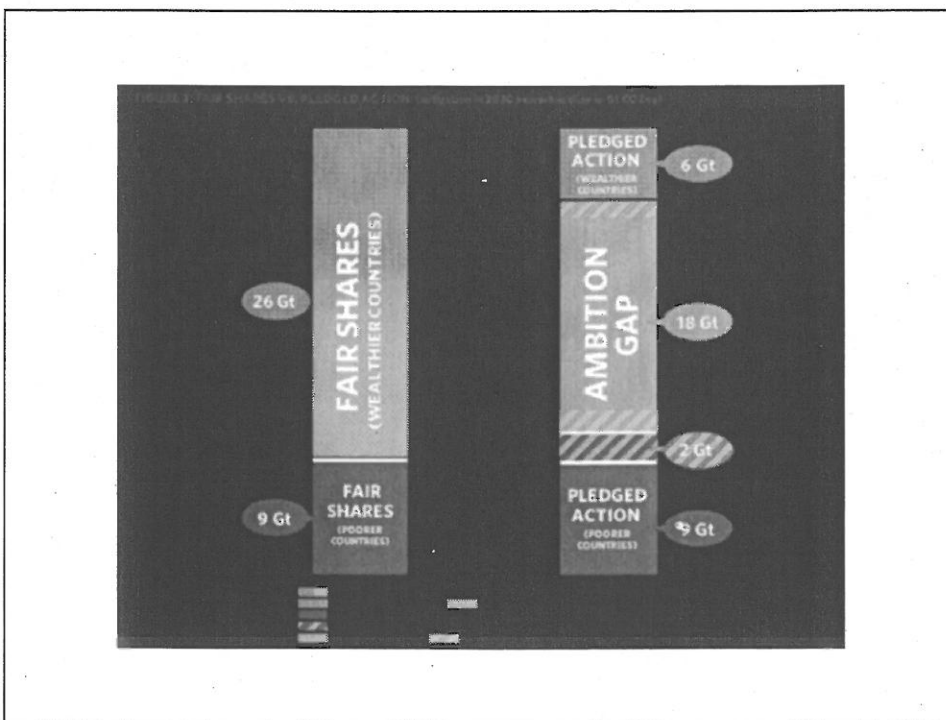
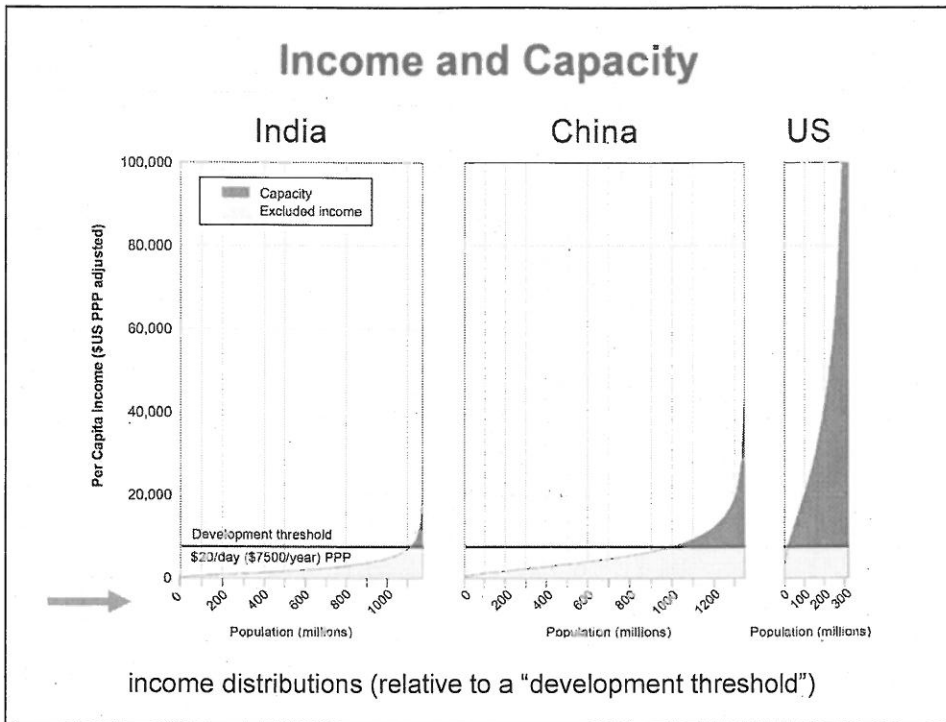
Paul Baer, Tom Athanasiou, Sivan Kartha and Eric Kemp-Benedict

Luxembourg's Fair Share in a Climate Constrained World
An analysis of Luxembourg's climate obligations, as informed by the Greenhouse Development Rights approach

Authors
Tom Athanasiou & Paul Baer (EcoEquity)
Sivan Kartha & Eric Kemp-Benedict (Stockholm Environment Institute)
Dietmar Mirkes (ASTM)
Ben Toussaint & Norry Schneider (Caritas)

www.GreenhouseDevelopmentRights.org

EcoEquity SEI ASTM caritas LUXEMBOURG



Inhaltsübersicht

1. Die INDCs und die COP21
2. Das Paris Agreement

Paris Agreement Präambel

- ...
- *In pursuit of the objective of the Convention, and being guided by its principles, including the principle of equity and common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances,*
- ...
- *Emphasizing the intrinsic relationship that climate change actions, responses and impacts have with equitable access to sustainable development and eradication of poverty,*
- *Recognizing the fundamental priority of safeguarding food security and ending hunger, and the particular vulnerabilities of food production systems to the adverse impacts of climate change,*
- ...
- *Acknowledging that climate change is a common concern of humankind, Parties should, when taking action to address climate change, respect, promote and consider their respective obligations on human rights, the right to health, the rights of indigenous peoples, local communities, migrants, children, persons with disabilities and people in vulnerable situations and the right to development, as well as gender equality, empowerment of women and intergenerational equity,*

- ...
- *Noting* the importance of ensuring the integrity of all ecosystems, including oceans, and the protection of biodiversity, recognized by some cultures as Mother Earth, and noting the importance for some of the concept of "climate justice", when taking action to address climate change,
- *Affirming* the importance of education, training, public awareness, public participation, public access to information and cooperation at all levels on the matters addressed in this Agreement,
- *Recognizing* the importance of the engagements of all levels of government and various actors, in accordance with respective national legislations of Parties, in addressing climate change,
- *Also recognizing that* sustainable lifestyles and sustainable patterns of consumption and production, with developed country Parties taking the lead, play an important role in addressing climate change,

Have agreed as follows:

Article 2

- This Agreement, ... aims to strengthen the global response to the threat of climate change, in the context of sustainable development and efforts to eradicate poverty, including by:
 - (a) Holding the increase in the global average temperature to well below 2 °C above pre-industrial levels and to pursue efforts to limit the temperature increase to 1.5 °C above pre-industrial levels, recognizing that this would significantly reduce the risks and impacts of climate change;
 - (b) Increasing the ability to adapt to the adverse impacts of climate change and foster climate resilience and low greenhouse gas emissions development, in a manner that does not threaten food production;
 - (c) Making finance flows consistent with a pathway towards low greenhouse gas emissions and climate-resilient development.
- This Agreement will be implemented to reflect equity and the principle of common but differentiated responsibilities and respective capabilities, in the light of different national circumstances.

Article 4

1. In order to achieve the long-term temperature goal set out in Article 2, Parties aim to reach global peaking of greenhouse gas emissions as soon as possible, recognizing that peaking will take longer for developing country Parties, ... , so as to achieve a **balance between anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases in the second half of this century, ...**
- 2., 3. ...
4. Developed country Parties shall continue **taking the lead** by undertaking economy-wide absolute emission reduction targets. Developing country Parties should continue enhancing their mitigation efforts, ...
...
9. Each Party shall communicate a nationally determined contribution every five years ...
13. ... In accounting for anthropogenic emissions and removals corresponding to their nationally determined contributions, Parties shall promote environmental integrity, transparency, accuracy, completeness, comparability and consistency, and **ensure the avoidance of double counting, ...**

Article 5

1. Parties should take action to conserve and enhance, ... **sinks and reservoirs of greenhouse gases ... including forests.**
2. Parties are encouraged to take action to implement and support, ... activities relating to reducing emissions from deforestation and forest degradation, and the role of conservation, sustainable management of forests and **enhancement of forest carbon stocks in developing countries;** and alternative policy approaches, such as joint mitigation and adaptation approaches for the integral and sustainable management of forests, while reaffirming the importance of incentivizing, ... non-carbon benefits associated with such approaches.

Article 6

- ...
3. The use of internationally transferred mitigation outcomes to achieve nationally determined contributions under this Agreement shall be voluntary and authorized by participating Parties.
- ...
5. Emission reductions resulting from the mechanism ... shall not be used to demonstrate achievement of the host Party's nationally determined contribution if used by another Party to demonstrate achievement of its nationally determined contribution.
 6. The Conference of the Parties ... shall ensure that a share of the proceeds from activities under the mechanism ... is used to cover administrative expenses as well as to assist developing country Parties that are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change to meet the costs of adaptation.
- ...
8. Parties recognize the importance of integrated, holistic and balanced non-market approaches being available to Parties to assist in the implementation of their nationally determined contributions, in the context of sustainable development and poverty eradication, ...

Article 7

1. Parties hereby establish the global goal on adaptation of enhancing adaptive capacity, strengthening resilience and reducing vulnerability to climate change, with a view to contributing to sustainable development and ensuring an adequate adaptation response in the context of the temperature goal referred to in Article 2.
- ...
5. Parties acknowledge that adaptation action should follow a country-driven, gender-responsive, participatory and fully transparent approach, taking into consideration vulnerable groups, communities and ecosystems, and should be based on and guided by the best available science and, as appropriate, traditional knowledge, knowledge of indigenous peoples and local knowledge systems, with a view to integrating adaptation into relevant socioeconomic and environmental policies and actions, ...
- ...
10. Each Party should, as appropriate, submit and update periodically an adaptation communication, which may include its priorities, implementation and support needs, plans and actions, without creating any additional burden for developing country Parties.

Article 8

1. Parties recognize the importance of averting, minimizing and addressing **loss and damage** associated with the adverse effects of climate change, including extreme weather events and slow onset events, and the role of sustainable development in reducing the risk of loss and damage.
2. The **Warsaw International Mechanism for Loss and Damage** associated with Climate Change Impacts shall be subject to the authority and guidance of the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement and may be enhanced and strengthened, ...

Article 9

1. Developed country Parties shall provide **financial resources** to assist developing country Parties with respect to both **mitigation and adaptation** in continuation of their existing obligations under the Convention.
2. Other Parties are encouraged to provide or continue to provide such support voluntarily.
3. As part of a global effort, developed country Parties should continue to take the lead in mobilizing climate finance from a wide variety of sources, instruments and channels, noting the significant role of public funds, ... Such mobilization of climate finance should represent a **progression** beyond previous efforts.
4. The provision of scaled-up financial resources should aim to achieve a **balance** between adaptation and mitigation, ...

Article 12

Parties shall cooperate in taking measures, as appropriate, to enhance climate change education, training, public awareness, public participation and public access to information, recognizing the importance of these steps with respect to enhancing actions under this Agreement.

The advertisement features a black and white photograph of a man wearing a cap and a backpack, riding a bicycle. A small dog is sitting on the handlebars. The background is a blurred urban setting. At the top left is the 'astm' logo with the tagline 'ACTIVELY SUSTAINABLE TECHNOLOGIES'. To its right is the 'Klima-Bündnis Liechtenstein' logo, which includes a globe icon. Further right is a small image of a boat and the European Union flag. The main headline reads 'Echange 3 kg de graisse contre trois années de vie en plus'. Below it is the slogan 'Bien vivre, c'est simple'. At the bottom, there are three small icons with the numbers 30, 50, and 25, and the website 'overdeveloped.eu' on the right.

astm
ACTIVELY SUSTAINABLE TECHNOLOGIES

Klima-Bündnis
Liechtenstein

Echange 3 kg de graisse contre
trois années de vie en plus

Bien vivre, c'est simple

30 50 25 overdeveloped.eu



Article 13

- ...
7. Each Party shall regularly provide the following **information**:
 - (a) A national inventory report of anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases, ...
 - (b) Information necessary to track progress made in implementing and achieving its nationally determined contribution under Article 4.
 8. Each Party should also provide information related to climate change impacts and adaptation under Article 7, ...
 9. Developed country Parties shall, and other Parties that provide support should, provide information on financial, technology transfer and capacity-building support provided to developing country Parties under Article 9, 10 and 11.
 10. Developing country Parties should provide information on financial, technology transfer and capacity-building support needed and received under Articles 9, 10 and 11.

Article 14

- ...
2. The Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement shall undertake its **first global stocktake in 2023** and every five years thereafter unless otherwise decided by the Conference of the Parties serving as the meeting of the Parties to the Paris Agreement.

Article 20

1. This Agreement shall be open for signature and subject to **ratification**, acceptance or approval by States and regional economic integration organizations that are Parties to the Convention. It shall be open for signature at the United Nations Headquarters in New York from **22 April 2016** to 21 April 2017. ...

Article 21

1. This Agreement shall enter **into force** on the thirtieth day after the date on which **at least 55 Parties** to the Convention accounting in total for at least an estimated **55 percent of the total global greenhouse gas emissions** have deposited their instruments of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 25

1. Each Party shall have one vote, ...

**Aus der EntschlieÙung /
ADOPTION OF THE PARIS AGREEMENT**

...

Emphasizing with serious concern the urgent need to address the significant gap between the aggregate effect of Parties' mitigation pledges in terms of global annual emissions of greenhouse gases by 2020 and aggregate emission pathways consistent with holding the increase in the global average temperature to well below 2 °C above pre-industrial levels and pursuing efforts to limit the temperature increase to 1.5 °C,

...

17. *Notes* with concern that the estimated aggregate greenhouse gas emission levels in 2025 and 2030 resulting from the intended nationally determined contributions do not fall within least-cost 2°C scenarios but rather lead to a projected level of 55 gigatonnes in 2030, and *also notes* that much greater emission reduction efforts will be required than those associated with the intended nationally determined contributions in order to hold the increase in the global average temperature to below 2°C above pre-industrial levels by reducing emissions to 40 gigatonnes or to 1.5°C above pre-industrial levels by reducing to a level to be identified in the special report referred to in paragraph 21 below;

**Aus der EntschlieÙung /
ADOPTION OF THE PARIS AGREEMENT**

...

21. *Invites* the Intergovernmental Panel on Climate Change to provide a special report in 2018 on the impacts of global warming of 1.5 °C above pre-industrial levels and related global greenhouse gas emission pathways;

23. *Urges* those Parties whose intended nationally determined contribution pursuant to decision 1/CP.20 contains a time frame up to 2025 to communicate by 2020 a new nationally determined contribution and to do so every five years thereafter ...

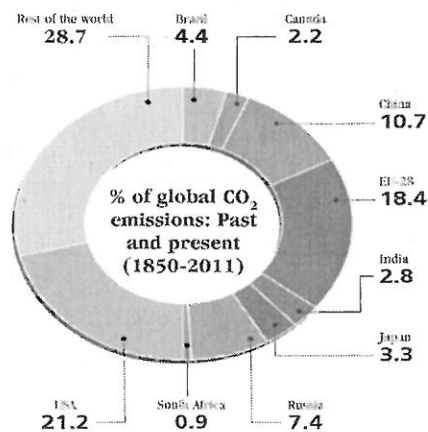
24. *Requests* those Parties whose intended nationally determined contribution pursuant to decision 1/CP.20 contains a time frame up to 2030 to communicate or update by 2020 these contributions and to do so every five years thereafter pursuant to Article 4, paragraph 9, of the Agreement;

Inhaltsübersicht

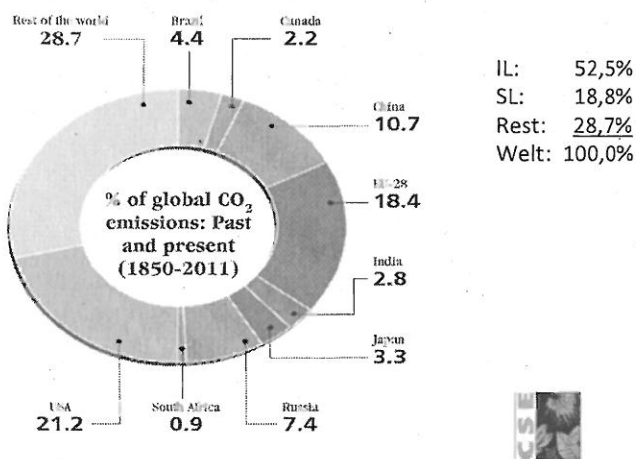
1. Die COP21 und die INDCs
2. Das Paris Agreement
3. Schwachpunkte des Abkommens:
 - Das Carbon Budget und der Faktor Zeit
 - CO² ist nicht gleich CO².

– Für wen spielt die Zeit?

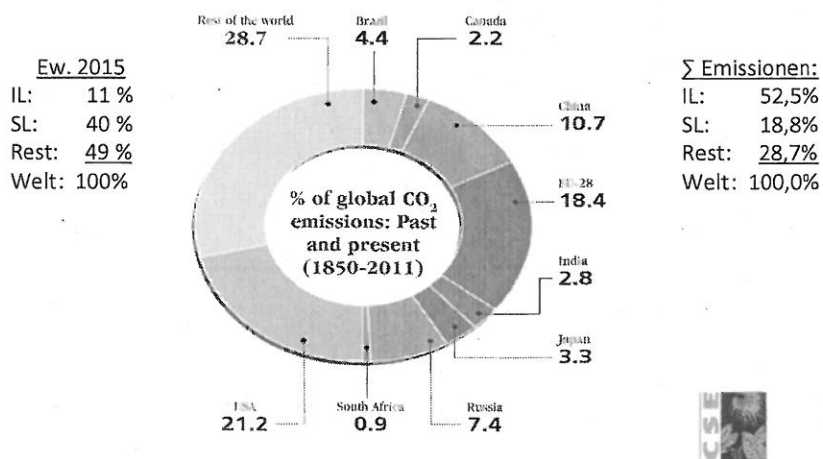
Historical Responsibilities of Nations



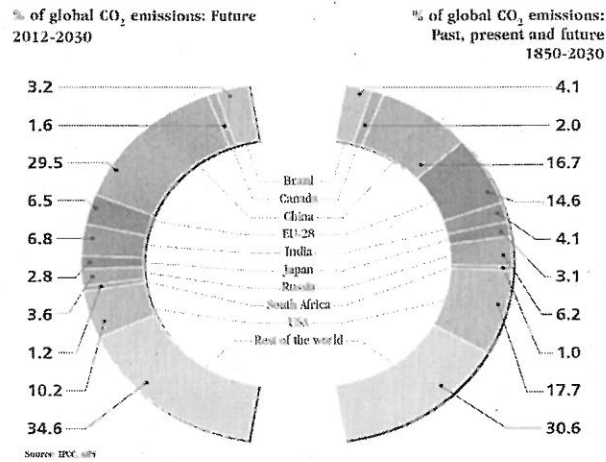
– Für wen spielt die Zeit? Historical Responsibilities of Nations



– Für wen spielt die Zeit? Historical Responsibilities of Nations



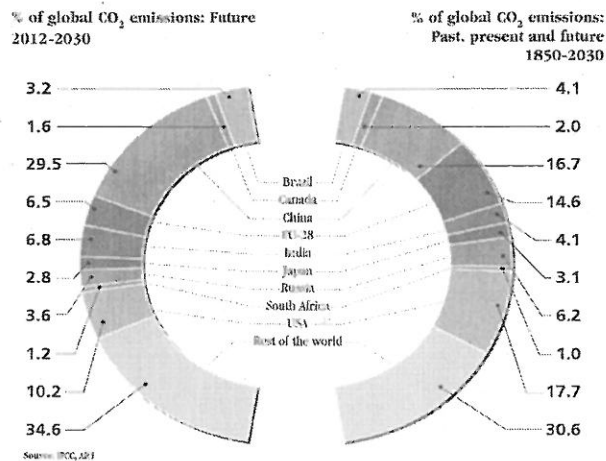
Misappropriations in Carbon Budget



2



Misappropriations in Carbon Budget

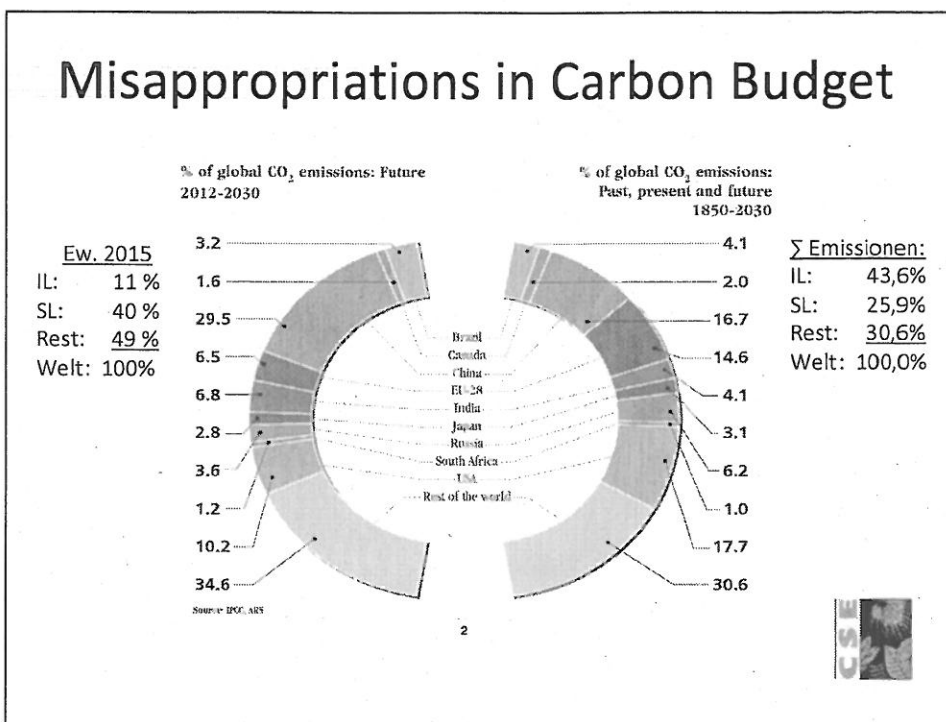


2

Σ Emissionen:
 IL: 43,6%
 SL: 25,9%
 Rest: 30,6%
 Welt: 100,0%



Misappropriations in Carbon Budget

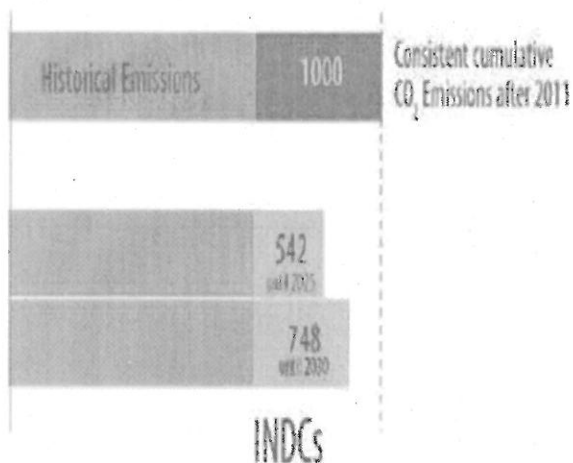


Remaining carbon budget

Staying below 2 °C with 66% probability

IPCC AR 5:

Carbon space until 2100 = 1,000 billion t CO₂



Remaining carbon budget

Staying below 1,5°
With 50 % probability

IPCC AR 5:
Carbon space until 2100 = 550 billion tonnes CO²



In 2030, the Human Development Index (HDI) of South Asian and most African countries will be less than 0.65. These countries will need carbon budget post-2030 to meet basic development needs like food, shelter, infrastructure and energy.



Remaining carbon budget

Staying below 1,5°
With 50 % probability

IPCC AR 5:
Carbon space until 2100 = 550 billion tonnes CO²



Artikel 14: first global stocktake in 2023

In 2030, the Human Development Index (HDI) of South Asian and most African countries will be less than 0.65. These countries will need carbon budget post-2030 to meet basic development needs like food, shelter, infrastructure and energy. (Amit Narang)



– CO₂ ist nicht gleich CO₂

Article 4

1. In order to achieve the long-term temperature goal set out in Article 2, Parties aim to reach global peaking of greenhouse gas emissions as soon as possible, recognizing that peaking will take longer for developing country Parties, ..., so as to achieve a balance between anthropogenic emissions by sources and removals by sinks of greenhouse gases in the second half of this century, ...

Kohlenstoff-Neutralität:

Fossiles CO₂ soll u.a. in Wäldern (= Senken) gebunden werden.



Inhaltsübersicht

1. Die COP21 und die INDCs
2. Das Paris Agreement
3. Schwachpunkte des Abkommens
4. Die EU – ein ehrgeiziger Vorreiter ?

Hot Air in Europe

4 billion future rights to pollute are distributed between the two policy instruments: the EU's Emissions Trading System (**EU ETS**) and the Effort Sharing Decision (**ESD**):

- 2.6 billion tonnes of hot air under the EU ETS
- 1.35 billion tonnes of hot air under the ESD.

Key findings

- **Massive late ERU issuance in Ukraine and Russia**
- **Overall poor environmental integrity of JI track1**
 - Retroactive crediting highly problematic
 - ...
 - Host country oversight was not sufficient.
- **Impact on GHG emissions:**
 - **Global: ≈ 600 Mt CO²e**
 - **EU ETS: ≈ 400 Mt CO²e**

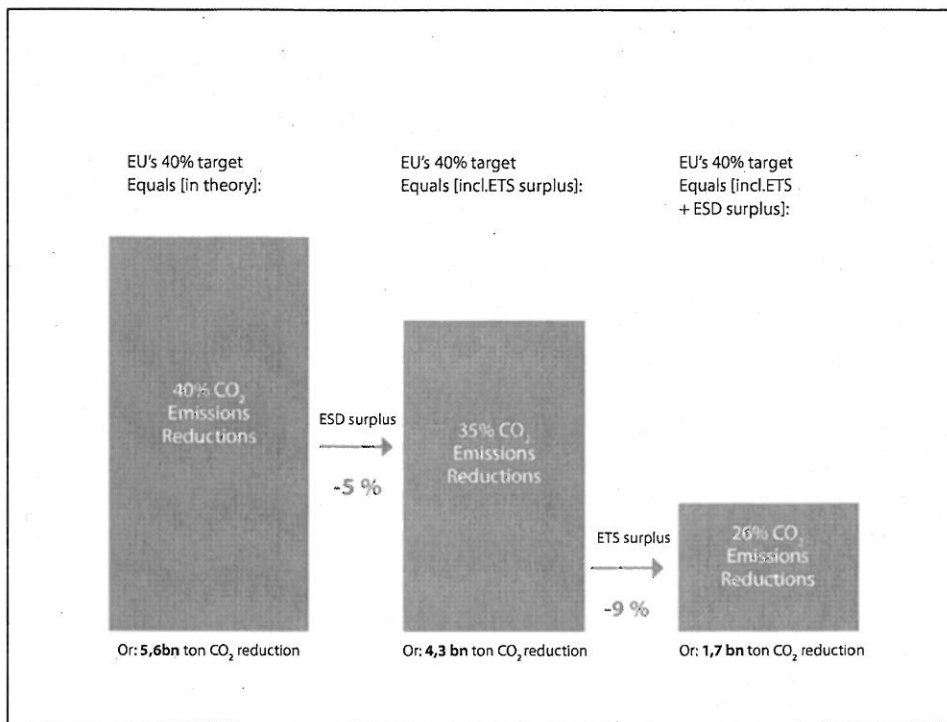
Free ETS emissions rights:

From 2005 to 2012 the industry sector accumulated a surplus of 1 billion CO₂ emission rights, worth **€5 billion €**.

(EC (2014), Impact Assessment accompanying the 2015-2019 carbon leakage list

Between 2008 and 2014, 15 million allowances were given out for free to industry in Luxembourg. These free pollution permits have a monetary value of €126 million. *(CarbonMarketWatch, Nov. 2015)*





Inhaltsübersicht

1. Das Vorspiel zur COP21: Die INDCs
2. Die COP21 und das Paris Agreement
3. Schwachpunkte des Abkommens
4. Die EU – ein Vorreiter ?
5. Die globale Klima-Bewegung außerhalb der COP

DISMANTLING THE ARCHITECTURE OF IMPUNITY AND THE CORPORATE CAPTURE OF THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON CLIMATE AT THE Paris 2015 - COP21.

PEOPLES MOBILIZATION

29 November, 3-12 December 2015, Paris

PROGRAMME

- 28/29 November: GLOBAL MARCH FOR CLIMATE
- 30 November: PINOCCHIO CLIMATE AWARDS
- 1 December: UNIONS AND SOCIAL MOVEMENTS: CHANGING THE DISCUSSION: FROM CLIMATE CHANGE TO CLIMATE JUSTICE
- 2 December: INTERNATIONAL RIGHTS OF NATURE TRIBUNAL
- 3 December: SYSTEM CHANGE NOT CLIMATE CHANGE: ACTION FOR THE FUTURE OF CLIMATE JUSTICE: AN INTERNATIONAL CONFERENCE AND DEMONSTRATION
- 4 December: INTERNATIONAL RIGHTS OF NATURE TRIBUNAL
- 5 December: TRADE INVESTMENT CLIMATE CHANGE & CORPORATE POWER
- 6 December: PEOPLES SOVEREIGNTY AND THE ARCHITECTURE OF IMPUNITY
- 7 December: TOWARDS A BINDING TREATY ON TNCs & CORPORATE POWER AND CLIMATE CHANGE
- 8 December: WOMENS MOBILIZATIONS
- 9 December: CONFERENCE ASSEMBLY: CLIMATE JUSTICE, CORPORATE POWER & SOCIAL MOVEMENTS
- 9 December: DAY OF PEASANT AGRICULTURE AND FOOD SOVEREIGNTY
- 10 December: ACTION AGAINST FRACKING AND TRADE AGREEMENTS
- 11 December: ACTION AGAINST FALSE SOLUTIONS
- 12 December: DEMONSTRATION TO HAVE THE LAST WORD

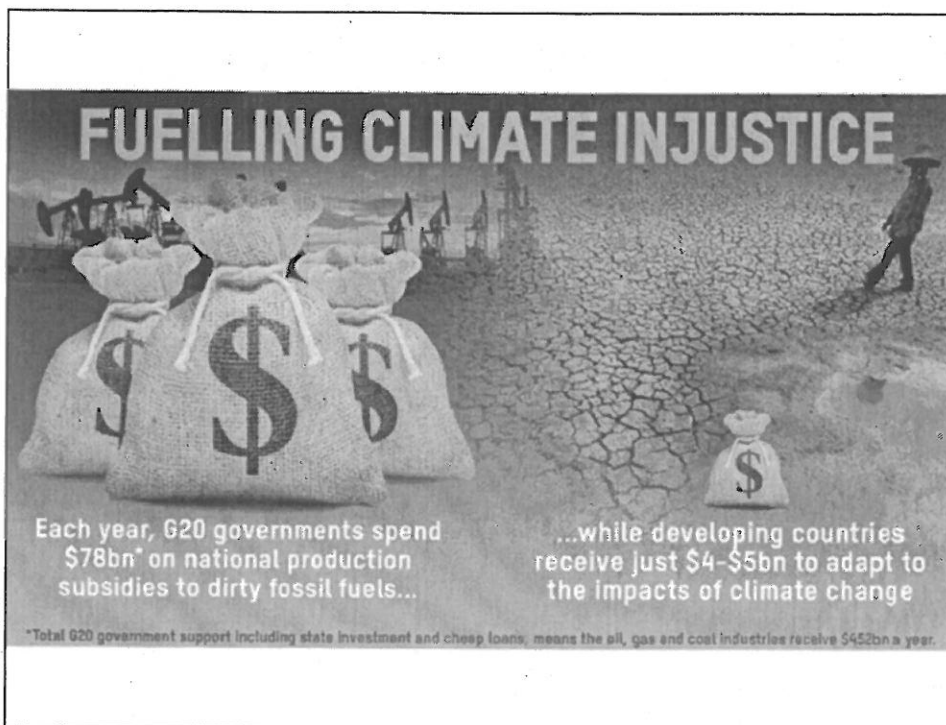
#stopcorporateimpunity #COP21 #COP19 stopcorporateimpunity.org

STOP CORPORATE IMPUNITY

Sa, 6.12.15. The International Rights of Nature Tribunal continues all Saturday with testimonies about Fracking, big dam projects in the Amazon and the consequence of mining and oil projects on local communities.



We, 9.12.15. The Day of Peasant Agriculture and Food Sovereignty a series of activities are organised in Paris, so this assembly by Via Campesina.




Inhaltsübersicht

1. Das Vorspiel zur COP21: Die INDCs
2. Die COP21 und das Paris Agreement
3. Schwachpunkte des Abkommens
4. Die EU – Vorreiter oder Pharisäer ?
5. Die globale Klima-Bewegung außerhalb der COP
6. Was tun?

Was tun?

1. Schluss mit dem EU-Klimapharisäertum:
 - keine "Heiße Luft" mehr zwischen Staaten,
 - Vernichtung überschüssiger Rechte im ETS
 - keine Schenkung sondern Versteigerung von Emissionsrechten an Firmen.
2. Anpassen der 2020er und 2030er Ziele der EU-Staaten und Firmen an das 1,5° C-Ziel.
3. Rechtlicher, ökonomischer und politischer Druck auf die fossilen Konzerne



Vielen Dank für Ihre Aufmerksamkeit !

Dietmar Mirkes, ASTM